



Le lycée Suger entre sidération et colère

VIOLENCES Après les incidents de mardi dans un établissement de Saint-Denis, parents, élèves, professeurs, policiers et élus cherchent à comprendre

« Comment revenir à la normale après ce qui s'est passé ? » Vendredi, ce professeur du lycée Suger de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) a évoqué avec ses élèves « le traumatisme » lié aux incidents de mardi : quand, dans une confusion totale, 900 élèves ont été évacués après que des « casseurs » eurent mis le feu aux poubelles des toilettes et tiré des pétards mammouths avec des « lance-mortiers » artisanaux. L'évacuation a ajouté « de la tension et de l'incompréhension », commente le maire (PCF) de Saint-Denis, Laurent Russier, qui déplore le manque de discernement des forces de l'ordre. Sur les 55 jeunes interpellés mardi, 47 ont été libérés après avoir passé la nuit en garde à vue. Principalement des mineurs, lycéens à Suger, hors de cause. Le parquet a voulu « faire un exemple », estime le maire qui participera à une réunion demain avec des parents d'élèves, leurs fédérations ainsi que les syndicats enseignants des lycées Suger, Paul-Éluard et Bartholdi où des incidents ont également eu lieu. « Nous n'arrêtons pas de le répéter : il nous manque du personnel pour assurer la sécurité

de nos élèves, martèle un professeur pour lequel toutes les classes sont sous le choc. » « Dans la mienne, on a un camarade qui a pris un tir de Flash-Ball, rapporte un élève de seconde. C'est tendu... »

À moins de deux mois de la présidentielle, « les politiques viennent ici s'essuyer les pieds sur nos enfants comme sur des paillassons. On invite Valérie Pécresse à venir habiter deux mois aux Francs-Moisins, on lui paiera son loyer », s'emporte le président de la Fédération des conseils de parents d'élèves 93, Rodrigo Arenas, consterné par ailleurs d'entendre une ministre de l'Éducation parler « comme un ministre de l'Intérieur » et par le silence du « premier flic de France », Bruno Le Roux, député de la première circonscription de Seine-Saint-Denis.

Plusieurs jeunes rapportent avoir été malmenés, évoquent des insultes, des menaces, voire des violences, ce que la police conteste. Plusieurs parents d'élèves sont déterminés à déposer plainte auprès de l'IGPN et vont saisir le Défenseur des droits. « Ces témoignages vont tourner sur les réseaux sociaux et alimenter le sentiment d'injustice des jeunes », prévient un parent d'élève qui manifestera le 19 mars contre les violences policières. ●

CHRISTEL DE TADDEO  @cdetaddeo